

Certifié conforme
Le Directeur Général

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

États financiers au 31 décembre 2022

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
VENTES DE MARCHANDISES				
PRODUCTION VENDUE - BIENS	520 478	269 515	789 994	595 870
PRODUCTION VENDUE - SERVICES	287 099	14 885	301 984	219 850
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	807 578	284 400	1 091 978	815 720
PRODUCTION STOCKÉE			(38 500)	103 380
PRODUCTION IMMOBILISÉE			452	108
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			34	222
REPRISES SUR AMORT ET PROV, TRANSFERTS DE CHARGES			36 172	24 703
AUTRES PRODUITS			36 006	30 090
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 126 142	974 224
ACHATS DE MARCHANDISES Y COMPRIS DROITS DE DOUANE				
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)				
ACHATS MAT PREMIÈRES, AUTRES APPROVISIONNEMENTS			(296 763)	(259 398)
VARIATION DE STOCK (MAT PREMIÈRES ET APPRO)			(2 303)	27 102
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			(400 120)	(395 015)
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			(13 277)	(14 278)
SALAIRES ET TRAITEMENTS			(184 705)	(176 392)
CHARGES SOCIALES			(83 695)	(80 778)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			(15 082)	(14 031)
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS				
SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS			(5 164)	(3 061)
POUR RISQUES ET CHARGES DOTATIONS AUX PROVISIONS			(66 917)	(42 798)
AUTRES CHARGES			(3 524)	(8 191)
CHARGES D'EXPLOITATION			(1 071 550)	(966 839)
RESULTAT D'EXPLOITATION			54 593	7 385
OPERATIONS EN COMMUN				
OP EN COMMUNS - BÉNÉFICE ATRIBUÉ, PERTE TRANSFÉRÉE				
OP EN COMMUN PERTE SUPPORTÉE, BÉNÉFICE TRANSFÉRÉ				
PRODUITS FINANCIERS				
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATIONS			13 364	8 966
PDTS DES AUTRES VAL MOB ET CRÉANCE DE L'ACTIF IMMO				
AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			1 590	2 210
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES			776	1 519
DIFFÉRENCES POSITIVES DE CHANGE			3 419	4 346
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VAL MOB DE PLACEMENT			367	365
PRODUITS FINANCIERS			19 517	17 407
DOT FINANCIÈRES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			(1 220)	(1 606)
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS			(1 171)	(208)
DIFFÉRENCES NÉGATIVES DE CHANGE			(4 015)	(2 089)
CHARGES NETTES SUR CESSION DE VAL MOB DE PLACEMENT			(911)	(1 293)
CHARGES FINANCIÈRES			(7 317)	(5 196)
RESULTAT FINANCIER			12 200	12 211
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			66 793	19 595

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS DE GESTION PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	1 336	251
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 336	251
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS DE GESTION CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL DOT EXCEP AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(1) (39) (91)	(16) (55) (100)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(132)	(171)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 204	80
PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉG DE L'ENTREPRISE IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(9 451) (7 520)	(1 840) (2 040)
TOTAL DES PRODUITS	1 146 995	991 882
TOTAL DES CHARGES	(1 095 969)	(976 086)
BENEFICE OU PERTE	51 026	15 795

Nexter Systems

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2022)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

A l'assemblée générale
Nexter Systems
13 route de la Minière
78034 Versailles Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Nexter Systems relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note II de l'annexe. Ces contrats requièrent une analyse détaillée pour définir le modèle de reconnaissance du revenu approprié. Les revenus et les résultats reconnus à l'avancement sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

Risques et litiges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et engagements liés à son activité, tels que décrits dans les notes II et 7.1 de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'information relative à ces provisions fournies en notes annexes au 31 décembre 2022. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Valeur d'inventaire des titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note II et 1.4 de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions établies par la direction générale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 14 mars 2023

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Sébastien Lasou

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

Etats financiers au 31 décembre 2022

NEXTER SYSTEMS
Bilan Actif au 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	Montant Brut	Amort-Prov	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT				
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, DROITS SIMILAIRES	28 609	(21 235)	7 374	6 412
FONDS COMMERCIAL				
AUTRES IMMOBILIATIONS INCORPORELLES	15 171		15 171	10 115
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	32 478	(7 795)	24 683	24 547
CONSTRUCTIONS	125 822	(64 081)	61 740	54 868
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	92 633	(62 443)	30 190	28 641
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 969	(29 420)	9 550	9 223
IMMOBILISATIONS EN COURS	13 093		13 093	11 602
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
AUTRES PARTICIPATIONS	321 802	(44 216)	277 586	277 845
CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS	563		563	2 836
AUTRES TITRES IMMOBILISÉS				
PRÊTS	137		137	121
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 526		2 526	2 457
ACTIF IMMOBILISE	671 804	(229 190)	442 613	428 667
STOCKS ET EN-COURS				
MATIÈRES PREMIÈRES, APPROVISIONNEMENTS	175 675	(37 894)	137 781	138 275
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS	55 830		55 830	90 467
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINIS	61 132	(11 632)	49 500	55 691
MARCHANDISES				
AVANCES, ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	132 400		132 400	118 767
CREANCES				
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	892 104	(1 016)	891 088	881 539
AUTRES CRÉANCES	30 218	(101)	30 117	40 813
CAPITAL SOUSCRIT ET APPELÉ, NON VERSÉ				
TRESORERIE				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	378 349	(205)	378 144	318 906
DISPONIBILITÉS	103 254		103 254	83 379
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	7 713		7 713	9 707
ACTIF CIRCULANT	1 836 675	(50 847)	1 785 828	1 737 544
FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS À ÉTALER				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	724		724	548
TOTAL ACTIF	2 509 202	(280 038)	2 229 165	2 166 759

NEXTER SYSTEMS
Bilan Passif au 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAL SOCIAL OU INDIVIDUEL	107 772	107 772
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT	18 301	18 301
ECARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVE LÉGALE	10 777	10 777
RÉSERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	245	245
AUTRES RÉSERVES	1 762	1 762
REPORT À NOUVEAU	214 875	236 441
RESULTAT DE L'EXERCICE	51 026	15 795
RESULTAT N-1 EN ATTENTE D'AFFECTATION		
ACOMPTES SUR DIVIDENDES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	703	1 655
PROVISIONS REGLEMENTEES	3 006	3 006
CAPITAUX PROPRES	408 469	395 755
PRODUITS DES ÉMISSIONS DE TITRES PARTICIPATIFS		
AVANCES CONDITIONNÉES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES	150 626	100 903
PROVISIONS POUR CHARGES	65 323	77 399
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	215 949	178 302
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3	63
EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES DIVERS	23 500	21 493
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	906 960	873 027
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	160 817	183 724
DETTES FISCALES ET SOCIALES	162 179	171 682
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS		136
AUTRES DETTES	349 515	340 929
COMPTES DE REGULARISATION		
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 188	1 286
DETTES	1 604 162	1 592 340
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	584	361
TOTAL PASSIF	2 229 165	2 166 759

Résultat de l'exercice en centimes **51 026 316,26**

Total du bilan en centimes **2 229 164 693,88**

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
VENTES DE MARCHANDISES				
PRODUCTION VENDUE - BIENS	520 478	269 515	789 994	595 870
PRODUCTION VENDUE - SERVICES	287 099	14 885	301 984	219 850
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	807 578	284 400	1 091 978	815 720
PRODUCTION STOCKÉE			(38 500)	103 380
PRODUCTION IMMOBILISÉE			452	108
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			34	222
REPRISES SUR AMORT ET PROV, TRANSFERTS DE CHARGES			36 172	24 703
AUTRES PRODUITS			36 006	30 090
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 126 142	974 224
ACHATS DE MARCHANDISES Y COMPRIS DROITS DE DOUANE				
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)				
ACHATS MAT PREMIÈRES, AUTRES APPROVISIONNEMENTS			(296 763)	(259 398)
VARIATION DE STOCK (MAT PREMIÈRES ET APPRO)			(2 303)	27 102
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			(400 120)	(395 015)
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			(13 277)	(14 278)
SALAIRES ET TRAITEMENTS			(184 705)	(176 392)
CHARGES SOCIALES			(83 695)	(80 778)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			(15 082)	(14 031)
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS				
SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS			(5 164)	(3 061)
POUR RISQUES ET CHARGES DOTATIONS AUX PROVISIONS			(66 917)	(42 798)
AUTRES CHARGES			(3 524)	(8 191)
CHARGES D'EXPLOITATION			(1 071 550)	(966 839)
RESULTAT D'EXPLOITATION			54 593	7 385
OPERATIONS EN COMMUN				
OP EN COMMUNS - BÉNÉFICE ATRIBUÉ, PERTE TRANSFÉRÉE				
OP EN COMMUN PERTE SUPPORTÉE, BÉNÉFICE TRANSFÉRÉ				
PRODUITS FINANCIERS				
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATIONS			13 364	8 966
PDTS DES AUTRES VAL MOB ET CRÉANCE DE L'ACTIF IMMO				
AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			1 590	2 210
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES			776	1 519
DIFFÉRENCES POSITIVES DE CHANGE			3 419	4 346
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VAL MOB DE PLACEMENT			367	365
PRODUITS FINANCIERS			19 517	17 407
DOT FINANCIÈRES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			(1 220)	(1 606)
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS			(1 171)	(208)
DIFFÉRENCES NÉGATIVES DE CHANGE			(4 015)	(2 089)
CHARGES NETTES SUR CESSION DE VAL MOB DE PLACEMENT			(911)	(1 293)
CHARGES FINANCIERES			(7 317)	(5 196)
RESULTAT FINANCIER			12 200	12 211
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			66 793	19 595

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS DE GESTION PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	1 336	251
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 336	251
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS DE GESTION CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL DOT EXCEP AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(1) (39) (91)	(16) (55) (100)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(132)	(171)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 204	80
PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉÉS DE L'ENTREPRISE IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(9 451) (7 520)	(1 840) (2 040)
TOTAL DES PRODUITS	1 146 995	991 882
TOTAL DES CHARGES	(1 095 969)	(976 086)
BENEFICE OU PERTE	51 026	15 795

ANNEXE

I FAITS CARACTERISTIQUES

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice de nature à affecter la lecture comparative des états financiers.

II REGLES ET METHODES

Les comptes annuels de Nexter Systems sont établis conformément au PCG (Plan Comptable Général) et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement et d'industrialisation

Les frais de recherche et de développement autofinancés sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Les frais de recherche et développement et d'industrialisation, spécifiques à des contrats, sont intégrés dans les résultats à fin d'affaire desdits contrats et donc pris en résultat de la période au fur et à mesure des livraisons des contrats concernés.

Brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles

Les brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition.

Leur durée d'utilisation ressort à :

	Durées	Mode
Brevets	5 ans	Linéaire
Logiciels	7 ans	Linéaire
Droit au Bail	Non amortissable	N/A

Immobilisations corporelles

Les règles édictées par le CRC n°2002-10, CRC n° 2003-07 et CRC n°2004-06 reprises par l'ANC n° 2014-03 sont appliquées.

L'approche par composant est mise en œuvre si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun une utilisation différente ou procurent des avantages économiques à la société selon un rythme différent. Chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun des éléments est retenu.

Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

Les plans d'amortissement sont déterminés selon la nature, la durée et les conditions probables d'utilisation des biens, en prenant en compte la valeur résiduelle du bien si celle-ci est significative.

Les durées et modes d'amortissements économiques généralement retenus pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

a) Biens immobiliers

	Durées	Mode
Structure	35 ans	Linéaire
Couverture	25 ans	Linéaire
Agencements, aménagements et Installations	15 ans	Linéaire
Biens non décomposés	25 ans	Linéaire

b) Biens mobiliers

Les durées sont déclinées par famille et par composant :

	Durées	Mode
Installations complexes et à caractère spécifique	10 ans à 15 ans	Linéaire
Machines-outils, autres appareils de fabrication, équipement et matériel de mesure	12 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages	10 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages spécifiques	15 ans	Linéaire
Matériel de transport	12 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 ans	Linéaire

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

A la fin de chaque exercice, la société apprécie s'il existe un indice interne ou externe quelconque montrant qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle a perdu notablement de la valeur.

Les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice interne ou externe de perte de valeur est décelé. Si la perte de valeur est avérée, une dépréciation est constatée et le plan d'amortissement potentiellement revu en conséquence.

Le test de dépréciation effectué sur le mali technique classé en autres immobilisations financières est réalisé sur l'ensemble composé de l'actif sous-jacent et de la quote-part du mali affectée à cet actif.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est évaluée au coût d'achat historique d'entrée dans le patrimoine hors frais accessoires.

Pour les sociétés contrôlées et les participations faisant partie d'une stratégie durable de la société, la valeur d'inventaire est appréciée d'après la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres de la filiale et compte tenu des perspectives d'activité à moyen terme, en procédant également à un test de sensibilité.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de cette différence.

Contrats à long terme

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commandes et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat. Il existe quatre types de pénalités : pénalités définitives, pénalités notifiées (par le client), pénalités encourues (livraison réalisée) et pénalités potentielles (livraison à venir).

Les résultats sont constatés en résultat de période au fur et à mesure des livraisons des lots de fabrication ou des dossiers d'études. Les coûts encourus et comptabilisés en charges sont ainsi ajustés sur la base de l'avancement du chiffre d'affaires, en contrepartie du compte de stocks d'en-cours de production.

En cas de perte à fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base des capacités de production de l'entreprise (hors sureffectifs et surmoyens éventuels).

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque le coût devient supérieur à la valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La valeur d'inventaire des créances est appréciée au cas par cas et donne lieu le cas échéant à comptabilisation d'une dépréciation. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'un risque de non-recouvrement est identifié.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération au cours Banque de France fin de mois ou au cours des couvertures de change mises en place. Les dettes et créances non couvertes et les disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euro au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les dettes ou créances libellées en devises et couvertes par des engagements individualisés libellés dans la même devise sont valorisées sur la base du cours moyen des couvertures spécifiques mises en place au titre de la gestion du risque de change.

Instruments de couverture

L'enregistrement des charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture de change ou de taux est symétrique à l'enregistrement des résultats des éléments couverts.

Provisions

Un passif est une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Indemnités de fin de carrière

Les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) concernent le personnel soumis à la convention collective. L'évaluation des IFC est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021. Ceci conduit la société à étaler l'engagement uniquement à partir de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Les salariés ayant le statut de fonctionnaire en service détaché et les ouvriers sous décret du 9 juillet 1990 sont exclus du calcul, leurs indemnités éventuelles étant prises en charge par l'Etat.

La valorisation des IFC est basée sur un effectif de 2 868 personnes sous convention collective présentes dans la société au-delà du 31 décembre. Les IFC sont comptabilisées en provision pour charges. Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à une externalisation de la gestion de sa provision IFC par la constitution d'un fonds de garantie auprès de deux compagnies d'assurance vie spécialisées de 1^{er} rang. Le montant de la provision IFC tient compte de la juste valeur de cet actif au 31 décembre.

Si en raison de l'évolution des taux d'actualisation l'actif d'assurance devient supérieur à l'engagement de retraite, aucune provision n'est constatée et une créance est inscrite à l'actif du bilan pour le montant de l'actif d'assurance excédant l'engagement de retraite.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- ♦ Rotation des effectifs sur la base des statistiques 2022,
- ♦ Age de départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres,
- ♦ Révision à la hausse, en moyenne de 3%, du taux de revalorisation des salaires,
- ♦ Prise en compte d'une actualisation à 3,90%.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes de la société Nexter Systems conduit à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui ont des incidences sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs.

Ces hypothèses comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement.

III EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2022

Il n'y a pas d'événement postérieur au 31 décembre 2022 ayant un impact sur les comptes de la société pour cet arrêté.

IV INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

♦ Environnement

La société, consciente de ses obligations et responsabilités, continue de développer une politique environnementale permettant la préservation des milieux et des ressources naturelles. Cette politique vise à :

- Maitriser les consommations d'eau et minimiser la production de déchets tout en développant le recyclage ou la valorisation ;
- Prévenir le risque de pollution des sols, de rejets atmosphériques et de rejets aqueux ;
- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les consommations énergétiques et en favorisant la consommation d'énergies renouvelables au profit d'énergies fossiles ;

- Garantir la conformité réglementaire des installations sur l'ensemble des sites de production en tenant compte des meilleurs techniques disponibles ;
- Favoriser l'élimination ou la substitution d'agents chimiques dangereux pour l'environnement et le milieu aquatique ;
- Intégrer une analyse d'éco-conception des activités et produits dès les premières phases de développement des projets.

Concernant la gestion des impacts et ressources en eau, les rejets liquides industriels des établissements de Bourges et Roanne sont traités préalablement à leur rejet. Une surveillance a minima mensuelle des consommations par comptage et une analyse comparative à l'année écoulée en tenant compte du niveau de production, permettent également d'apprécier l'efficacité hydrique.

Sur le site de Roanne, l'installation principale de traitement de surface dispose d'une unité de traitement des effluents en circuit fermé, sans rejet liquide. Sur ce même site, une installation de lavage après usinage est également équipée d'un système dit « zéro rejet ».

Sur le site de Bourges, des aménagements ont été menés sur les chaînes de traitement de surface pour diminuer l'impact sur les rejets aqueux.

Sur les quatre sites de Roanne, Bourges, Versailles et Toulouse, les eaux usées domestiques sont raccordées sur le réseau d'assainissement urbain et les eaux pluviales sont collectées au moyen d'un réseau séparatif et traitées avant rejet dans le milieu naturel.

En 2022, dans le domaine de l'air et de l'énergie, différentes actions ont permis de réduire de 15% les consommations d'électricité et de gaz, et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre :

- Actions de réduction à la source,
- Travaux d'isolation thermique,
- Mise en place de clauses de performances énergétiques via des contrats de *Facility Management*, notamment dans l'optimisation des gestions techniques de climatisation et de chauffage.

D'autres actions de fond sont à l'étude depuis fin 2021 visant à améliorer la maîtrise des consommations d'énergie et limiter davantage les émissions de gaz à effet de serre pour les années à venir :

- Etudes en cours pour l'installation d'unités photovoltaïques de production d'électricité et sur la possibilité d'unités géothermiques de production d'énergie ;
- Poursuite de l'installation de bornes de recharges électriques pour véhicules sur l'ensemble des parkings ;
- Pour le site de Bourges, un projet de raccordement à un réseau de chaleur urbaine utilisant de la biomasse est en cours ;
- De nouveaux audits énergétiques sont prévus cette année 2023 et permettront de réviser les clauses contractuelles de performances énergétiques.

Nexter Systems s'engage également à réduire et à traiter les déchets de ses sites de production afin d'en réduire l'impact sur les ressources et sur l'environnement. Les déchets sont triés par catégorie (plastiques, papiers & carton, bois, métaux, dangereux et autres déchets non dangereux) et évacués dans des filières maximisant leur recyclage (voie privilégiée), leur valorisation matière ou valorisation énergétique.

Le taux de valorisation globale et le taux de valorisation matière sont des indicateurs de performance environnementale, pilotés tout au long de l'année pour l'ensemble des sites du Groupe, avec un objectif de 80% minimum de valorisation globale (énergie ou matière) et de 30% minimum de valorisation matière. La valorisation totale atteinte pour cette année 2022 est de 81% dont 61% de valorisation matière.

La société Nexter Systems dispose d'un système de management de l'environnement s'appuyant sur le référentiel de la norme ISO 14001 (version 2015) dont la certification a été renouvelée en mars 2021 pour une durée de trois ans.

Les dépenses prévues en matière de protection de l'environnement sont reprises chaque année dans le Plan Annuel de Prévention (P.A.P.).

Sur le plan de la conformité réglementaire, la politique Qualité Sécurité Environnement signée par le Directeur Général précise les orientations de la société en la matière. Chaque établissement décline ensuite localement cette politique au travers de ses propres plans d'actions. La veille et la conformité réglementaire sont maîtrisées à l'aide d'un logiciel spécifique.

En matière d'organisation et de management, chaque établissement de la société dispose d'un département prévention des risques et la société dispose, en complément, d'une Direction Santé Sécurité Environnement rattachée au Directeur des Ressources Humaines.

Département prévention des risques : au niveau de chaque établissement, le responsable prévention des risques conseille le directeur d'établissement et met en œuvre les plans d'actions locaux dans le domaine de l'environnement conformément aux orientations fixées par la Direction Santé Sécurité Environnement.

Direction Santé Sécurité Environnement : Le directeur s'assure de l'application par les établissements de la législation et de la réglementation, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement. Il détermine les axes d'effort et coordonne l'élaboration des plans d'actions locaux.

Un comité Santé-Sécurité-Environnement composé des membres de la Direction Santé Sécurité Environnement et de l'ensemble des responsables prévention des risques du groupe se réunit tous les trois mois afin de passer en revue des sujets d'intérêt commun et partager les retours d'expériences de chacun.

♦ **Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires s'élève à 190 k€ pour l'exercice

NOTE 1 – ACTIF IMMOBILISE**1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles : Valeurs brutes**

Valeurs brutes en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Acquisition	Virement	Cession	Rebut	31/12/2022
Logiciels, licences	25 931			2 422		(483)	27 869
Brevets & marques	740						740
Fonds commercial							
Immobilisations incorporelles en cours	10 115		7 427	(2 372)			15 171
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	36 786		7 427	50		(483)	43 780
Terrains	31 750			728			32 478
Constructions, installations, agencements	114 020			12 269		(467)	125 822
Installations techniques, matériel industriel	87 361			6 709		(1 437)	92 633
Matériel de bureau, informatique & mobilier	14 754		4	1 211	(3)	(158)	15 808
Matériel de levage & équipements divers	19 886			1 370		(79)	21 177
Autres immobilisations corporelles	2 620		3	303		(941)	1 984
Immobilisations en cours	11 602		24 132	(22 641)			13 093
Total immobilisations corporelles	281 992		24 139	(50)	(3)	(3 083)	302 996
Total général	318 778		31 566		(3)	(3 566)	346 776

Les **Immobilisations incorporelles** comprennent des logiciels ou leurs licences d'utilisations pour 27,9 M€, ainsi que des brevets et marques pour 0,7 M€.

Compte tenu de l'activité du Groupe et de la particularité de chacun de ses clients / prospects, les dépenses de développement sont réalisées sur des marchés très spécifiques comprenant un nombre restreint d'acteurs. La spécificité des produits développés rend ainsi très difficile une mutualisation des études de développement et donc l'activation des coûts engagés.

Les **Immobilisations corporelles** acquises dans l'exercice sont constituées de constructions, d'aménagements des constructions et d'investissements dédiés à l'amélioration des moyens de production et de sécurité existants dans les centres.

Les mises au rebut correspondent principalement à des agencements de constructions et à des équipements de production devenus obsolètes.

1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles : Amortissements

Amortissements en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Dotation	Virement	Cession	Rebut	31/12/2022
Logiciels, licences	20 129		1 443			(483)	21 089
Brevets & marques	130		15				145
Fonds commercial							
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	20 259		1 458			(483)	21 235
Terrains	7 203		592				7 795
Constructions, installations, agencements	59 151		5 397			(467)	64 080
Installations techniques, matériel industriel	58 717		5 164			(1 437)	62 441
Matériel de bureau, informatique & mobilier	11 199		1 183		(2)	(158)	12 220
Matériel de levage & équipements divers	14 802		1 223			(79)	15 950
Autres immobilisations corporelles	2 034		156			(941)	1 250
Total immobilisations corporelles	153 107		13 715		(2)	(3 083)	163 737
Total général	173 366		15 173		(2)	(3 566)	184 971

1.3 Immobilisations financières : Tableau des filiales et participations

En milliers d'Euro Sociétés	Capital social	Capitaux propres	% détenu	Avals & cautions donnés	Chiffre d'affaires	Résultat net
CTAI	214	16 837	50,00%	Néant	38 809	5 740
CIME BOCUZE (1)	4 000	20 630	0,00%	Néant	25 646	3 524
SOFEMA (1)	3 736	124 335	9,02%	Néant	41 212	1 284
ODAS (1)	30 000	-5 853	8,00%	Néant	375 676	7 190
SCI LA CERONE	300	778	55,00%	Néant	412	192
NEWCO 10	38	37	100,00%	Néant		(2)
NEXTER EMARAT	45	-30	100,00%	Néant		(75)
NEXTER SERVICES	38	21	100,00%	Néant		(2)
NEXTER ROBOTICS	500	-436	100,00%	Néant	3 436	(798)
NEXTER TRAINING	600	1 685	100,00%	Néant	2 329	509
TNS MARS	15	5 344	37,50%	Néant	7 188	1 082
NEXTER MECHANICS	7 979	20 366	99,99%	Néant	35 646	2 734
NBC-SYS	3 644	11 917	100,00%	Néant	27 006	2 004
NEXTER MUNITIONS	52 271	233 532	99,99%	Néant	362 425	43 047
MECAR	30 093	34 970	99,99%	Néant	104 499	6 172
SIMMEL DIFESA	7 125	27 523	100,00%	Néant	78 556	6 985

(1) derniers états financiers sociaux ou consolidés disponibles

1.4 Immobilisations financières : Valeur des titres

En milliers d'Euro Sociétés	31/12/2022		31/12/2021
	Valeur comptable des titres		Valeur nette des titres
	Brute	Nette	
CTAI	42 595	8 419	8 387
CIME BOCUZE	0	0	0
SOFEMA	6 730	6 730	6 730
ODAS	2 400		
SCI LA CERONE	165	165	165
NEWCO 10	75	37	40
NEXTER EMARAT	45		
NEXTER SERVICES	72	21	24
NEXTER ROBOTICS	7 507		
NEXTER TRAINING	1 147	1 147	1 147
TNS MARS	14	14	14
NEXTER MECHANICS	15 676	15 676	15 676
NBC-SYS	4 075	4 075	4 075
NEXTER MUNITIONS	94 107	94 107	94 107
MECAR	104 253	104 253	104 367
SIMMEL DIFESA	42 941	42 941	43 114
Total	321 802	277 586	277 845

Dépréciation des Immobilisations financières

Les reprises de provisions pour dépréciations concernent les titres CTAI pour 32 k€.

Les dotations aux provisions pour dépréciations concernent principalement la société Nexter Emarat pour 45 k€.

Les augmentations et diminutions de dépréciation comptabilisées sur la période reflètent l'évolution de la quote-part des capitaux propres et les perspectives des filiales au 31 décembre 2022.

Les **créances rattachées à des participations** correspondent à un prêt accordé à la société TNS Mars pour 0,6 M€.

Le prêt accordé à Nexter Robotics a été remboursé en totalité, soit 2 M€, et sa dépréciation a été totalement reprise, pour 0,3 M€.

Les **Autres immobilisations financières** correspondent principalement au mali technique sur la société NBC-SYS.

NOTE 2 – STOCKS ET EN-COURS

Stocks bruts en milliers d'Euro	Matières premières	En-cours de production	Produits intermédiaires et finis	Marchandises	31/12/2022	31/12/2021
Valeur brute au 1er janvier	177 979	90 467	66 542		334 987	213 086
Variation	(2 303)	(34 637)	(5 410)		(42 350)	121 901
Autres						
Valeur brute à la fin de la période	175 675	55 830	61 132		292 637	334 987

La variation des stocks et en-cours résulte essentiellement du niveau d'exécution des contrats. La position créditrice de certains en-cours de production résulte de la méthode Groupe de comptabilisation des contrats à long terme, soit à l'avancement du chiffre d'affaires.

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2022 en provisions pour charges à hauteur de 56,8 M€, soit une variation de - 1,6 M€ par rapport au 31 décembre 2021 (cf. Note 7).

NOTE 3 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances (brutes) en milliers d'Euro	Montants	A moins d'un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	563	563	
Autres actifs immobilisés			
Prêts	137	84	54
Autres immobilisations financières	2 526		2 526
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	132 400	83 010	49 390
Créances clients et comptes rattachés	891 088	891 088	
Autres créances	30 117	29 442	675
Total général	1 056 831	1 004 187	52 644

Les **Créances rattachées à des participations** sont détaillées en Note 1.4.

Les **Prêts** sont constitués principalement de prêts accordés au personnel.

Les **Autres immobilisations financières** comprennent le mali technique sur la société NBC SYS pour 1,9 M€ et des dépôts et cautionnements versés pour 0,6 M€.

Les **Avances et acomptes** versés aux fournisseurs concernent notamment les acomptes sur commandes de pièces liées aux contrats (composants mécaniques et électroniques).

Les **Créances clients** sont représentées par les factures sur les contrats dues par l'Etat français pour 701 M€, par des clients étrangers pour 168 M€, des clients Groupe pour 15 M€, et d'autres clients français pour 7 M€. Il n'y a pas d'effets à recevoir au 31 décembre 2022.

Les **Autres créances** sont composées principalement de la TVA pour 11,8 M€, d'un produit à recevoir au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€, et de créances fiscales pour 5 M€.

Une convention de centralisation de trésorerie « cash pooling » existe entre la société et ses filiales. Cette convention courante a été conclue à des conditions normales de marché.

Etat des dettes en milliers d'Euro	Montants	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)			
Concours bancaires courants	3	3	
Autres emprunts et dettes financières	23 500	23 490	10
Avances et acomptes reçus	906 960	411 392	495 568
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 817	160 817	
Dettes fiscales et sociales	162 179	162 179	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	349 515	346 654	2 861
Total général	1 602 974	1 104 535	498 439

Aucune dette ne présente d'échéance supérieure à 5 ans.

Les **Dettes fournisseurs** regroupent :

- Les factures à payer dues aux fournisseurs externes au Groupe pour 46,5 M€,
- Les factures à payer à certaines sociétés du Groupe pour 16,6 M€,
- Les factures non parvenues (FNP) pour des produits réceptionnés avant le 31 décembre 2022 à hauteur de 97,7 M€ concernant des fournisseurs Groupe et hors Groupe.

Il n'y a pas d'effets à payer au 31 décembre 2022.

Les **Dettes fiscales et sociales** sont principalement composées :

- Des charges à payer au personnel pour 53,6 M€, dont la provision pour congés à payer au personnel pour 27,9 M€,
- Des dettes et charges à payer aux organismes sociaux pour 32,3 M€, dont les charges à payer sur les congés dus au personnel pour 12,9 M€,
- Des comptes de TVA pour 73,8 M€ dont la TVA à régulariser sur facture à établir pour 68,2 M€.

Les **Autres dettes** sont essentiellement constituées des dettes Groupe (dont comptes courants de trésorerie créditeurs) à hauteur de 297,1 M€, des dividendes à payer pour 28 M€, des avoirs à établir à des clients pour 8 M€, des charges à payer sur les contrats pour 10 M€ et d'avances reçues sur subventions pour 4,2 M€.

NOTE 4 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2022, les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement sont non significatives. Elles n'ont pas été prises en compte dans le résultat financier de la période. Les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation (cf. Note 7.2).

NOTE 5 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En milliers d'Euro	Charges		Produits	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Maintenance informatique	6 361	8 640		
Loyers	901	1 067		
Autres	450		1 188	1 286
Total général	7 713	9 707	1 188	1 286

Les charges et produits constatés d'avance sont relatifs à des opérations courantes.

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES**6.1 Capital social**

Le capital social entièrement libéré se compose de 7 184 830 actions de 15 euros et s'élève à 107 772 450 euros.

La société KNDS détient l'intégralité de ces actions, à l'exception d'une action détenue par l'Etat français au titre des actifs stratégiques.

6.2 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'Euro	Capital social	Prime d'émission, fusion	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Acompte sur dividende	Subvention investissement	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2021	107 772	18 301	12 784	236 441	15 795		1 655	3 006	395 755
Affectation du résultat N-1				15 795	(15 795)				
Dividendes				(37 361)					(37 361)
Résultat					51 026				51 026
Acompte sur dividende									
Autres variations							(952)		(952)
Au 31 décembre 2022	107 772	18 301	12 784	214 875	51 026		703	3 006	408 469

L'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juillet 2022 a décidé de procéder à une distribution de dividende prélevée sur le compte « report à nouveau » pour un montant de 37,4 M€.

Les provisions réglementées reflètent la différence d'amortissement constatée pour les biens dont la base fiscale est différente de la base comptable. Leur reprise n'intervient que lors de la cession desdits biens.

NOTE 7 – TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

7.1 Provisions

Provisions pour risques et charges en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	31/12/2022
Provisions pour litiges	615		116	(86)	(129)		515
Garanties données aux clients	20 722		5 074	(3 458)	(628)		21 710
Provisions pour pertes sur contrats à long terme	26 506		31 725	(6 956)			51 275
Autres provisions pour risques sur contrats	23 464		13 260	(5 198)	(1 085)		30 441
Autres provisions pour risques	29 597		17 234	(45)	(101)		46 685
Indemnités Fin de Carrière	6 998			(1 725)	(5 273)		
Provisions pour charges	70 401		674	(3 864)	(341)	(1 547)	65 323
Total des provisions	178 302		68 083	(21 331)	(7 556)	(1 547)	215 949

Autres provisions pour risques sur contrats

Le montant figurant dans ces provisions correspond, entre autres, aux pénalités de retard. Les reprises de provisions constatées sur la période correspondent principalement à des pénalités versées ou exonérées.

Autres provisions pour risques

Les autres provisions pour risques concernent notamment des risques sociaux ou d'autres risques sur contrats.

Indemnités Fin de Carrière

En raison de la hausse des taux d'actualisation, l'actif d'assurance devient supérieur à l'engagement de retraite : la provision pour indemnités de fin de carrière a donc été reprise en totalité.

Provisions pour charges

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2022 en provisions pour charges à hauteur de 56,8 M€ (cf. Note 2).

Par ailleurs, des coûts de dépollution sont provisionnés, couverts pour partie par une garantie de passif accordée par Giat Industries (cf. Note 3).

7.2 Dépréciations

Dépréciations en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion- Reclassement	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Dépréciations des immobilisations	4			(1)	3
Dépréciations des stocks & en-cours	50 555		4 942	(5 971)	49 525
Dépréciation des créances	1 441		222	(546)	1 117
Dépréciations des disponibilités	653		3	(452)	205
Total dépréciations actif	52 652		5 168	(6 970)	50 850

NOTE 8 – DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS DIFFERENTS POSTES DU BILAN

ACTIF en milliers d'Euro	31/12/2022
Prêts - Intérêts courus sur des créances rattachées à des participations	
Clients & comptes rattachés	458 169
Autres créances	9 951
Disponibilités	150
Total des produits à recevoir	468 271

Le poste **Clients & comptes rattachés** correspond à des factures à établir.

Les **Autres créances** correspondent principalement à un produit à recevoir lié à la dépollution au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€.

PASSIF en milliers d'Euro	31/12/2022
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit et des filiales	
Emprunts & dettes financières divers	
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	97 678
Dettes fiscales et sociales	77 739
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	
Autres dettes	18 768
Total des charges à payer	194 185

Le poste **Dettes fournisseurs & comptes rattachés** correspond à des factures non parvenues hors Groupe pour 93,5 M€ et Groupe pour 4,1 M€.

Les charges à payer du poste **Dettes fiscales et sociales** sont constituées essentiellement des congés payés dus au personnel (y compris charges sociales) pour 40,8 M€, des autres frais de personnel pour 25,4 M€ et d'autres charges sociales et fiscales pour 11,5 M€.

Les **Autres dettes** sont principalement constituées des charges liées aux contrats clients et constatées en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires, et des avoirs à établir.

NOTE 9 – DETAIL DU CHIFFRE D’AFFAIRES

En milliers d'Euro	31/12/2022					2021
	Clients	Etudes	Produits	Prestations	Divers	Total
France	9 254	520 478	277 845			807 578
Export	7 664	269 515	7 221			284 400
	Total au 31 décembre 2022	16 918	789 994	285 066		1 091 978
	Total exercice 2021	32 584	595 870	187 266		815 720

NOTE 10 – DETAIL DES AUTRES CHARGES ET PRODUITS

Les **Autres charges** correspondent essentiellement aux pénalités sur contrats et aux pertes de change à caractère commercial.

Les **Autres produits** correspondent principalement aux refacturations des moyens communs (prestations informatiques, téléphonie, assurances), aux refacturations des frais de personnel et de formation et aux redevances perçues au titre des conventions globales de services du Groupe.

NOTE 11 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Résultat financier en milliers d'Euro	31/12/2022		31/12/2021
	Résultat définitif	Résultat latent	
Rendement net des placements (trésorerie disponible)	13 516		7 560
Produit net des prêts, emprunts, comptes courants	(925)		2
Charges ou produits financiers sur contrats	1 098		2 204
Dépréciation nette des titres de participations, des prêts et vmp		(892)	187
Résultat de change	(596)		2 257
	Total du résultat financier	12 200	12 211

Pour l'analyse des « Dépréciations nettes des titres de participation », une information est présentée dans la Note 1.4 « Dépréciation des immobilisations financières ».

Le montant des dividendes reçus s'élève à 13,3 M€.

NOTE 12 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel de la période correspond essentiellement à des subventions virées en résultat.

NOTE 13 – IMPOT SUR LES BENEFICES

En date du 11 avril 2016 la société a opté pour le régime de fiscalité de groupe, dit régime d'intégration fiscale, avec effet au 1^{er} janvier 2016. De ce fait, Nexter Systems est depuis seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû sur l'ensemble des résultats du Groupe, pour les filiales éligibles.

La convention d'intégration fiscale mise en place prévoit que chaque société comptabilise son impôt sur la base de ses résultats propres et verse à la société Nexter Systems les acomptes et le solde correspondant à cet impôt.

La société Nexter Systems calcule l'impôt du groupe fiscal dont elle est la mère en tenant compte de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale afin de déterminer un résultat fiscal d'ensemble.

Les économies d'impôt (ou charge d'intégration fiscale) réalisées par le groupe fiscal sont enregistrées dans les comptes de la société mère Nexter Systems. Au 31 décembre 2022, la société Nexter Systems a ainsi constaté un produit de 0,3 M€.

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices est présentée ci-après :

Ventilation en milliers d'Euro	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
	2022	correspondant	2022	2021
Résultat courant	66 793	(7 936)	58 856	17 578
Résultat exceptionnel	1 204	(66)	1 139	(386)
Participation	(9 451)	482	(8 969)	(1 396)
Résultat comptable	58 546	(7 520)	51 026	15 795

Les déficits de Nexter Systems qui ont pris naissance avant l'appartenance de la société au groupe d'intégration fiscale, demeurent imputables sur les bénéfices futurs de Nexter Systems.

Il est rappelé que Giat Industries a créé Nexter Systems en 2006, par apport d'une branche complète d'activité. Les déficits actuels de la société trouvent leur origine dans un transfert en provenance de Giat Industries, suite à un agrément ministériel obtenu en 2008.

La société est impactée par le mécanisme du plafonnement à 50% de l'imputation des déficits antérieurs sur le bénéfice fiscal de l'exercice, ce qui induit pour la société une charge d'impôt sur les sociétés de 10,9 M€, réduite du montant des crédits d'impôts 2022 à concurrence de 3,1 M€.

La société est en mesure d'estimer avec un degré de fiabilité suffisant les bases du Crédit Impôt Recherche (CIR) de l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Le CIR est dès lors reconnu durant l'année de constatation des dépenses éligibles. Par conséquent, le CIR a été évalué au 31 décembre 2022 à partir des dépenses de recherche considérées comme éligibles engagées en 2022. A ce titre, le montant comptabilisé au 31 décembre 2022 s'élève à 2,7 M€.

Les allègements futurs d'impôt, non enregistrés dans les comptes, sont présentés ci-dessous :

Différences temporaires allègement futur d'impôt en milliers d'Euro	Montant
Décalages temporaires :	
- Provisions pour risques et charges	151 541
- Subventions d'investissement	703
- Dépréciations d'actifs corporels	3
- Dépréciations d'immobilisations financières	44 216
- Dépréciations de stocks et en-cours	46 590
- Dépréciations de créances	1 117
- Charges à payer	22 867
Déficits propres reportables	477 769
Total	744 806
Impôt différé au taux de 25,8% (Gain)	192 160

NOTE 14 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Eléments concernant les entreprises liées en milliers d'Euro	31/12/2022		
	Total	Entreprises liées	Autres Participations
Postes de l'actif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations financières	278 165	263 016	15 149
Clients & comptes rattachés	15 181	11 311	3 871
Comptes courants groupe	2 366	2 366	
Avances & acomptes versés sur commandes	30 833	11 705	19 129
Débiteurs divers	216	216	
Postes du passif			
Provisions pour risques			
Emprunts & dettes financières divers	22 023	10	22 013
Fournisseurs & comptes rattachés	20 782	12 750	8 033
Avances & acomptes reçus sur commandes	11	11	
Fournisseurs d'immobilisations			
Comptes courants groupe	325 174	324 695	480
Autres dettes	3 139	3 088	51
Postes du compte de résultat			
Produits d'exploitation	39 329	28 519	10 810
Ventes de biens & services (France)	8 190	4 694	3 496
Ventes de biens & services (Export)			
Autres produits d'exploitation	31 139	23 825	7 314
Charges d'exploitation	82 860	64 014	18 846
Achats de matières premières & autres achats	55 804	37 075	18 730
Autres achats & charges externes	27 056	26 939	117
Autres charges			
Produits financiers	13 692	10 854	2 838
Produits financiers des participations	13 364	10 527	2 838
Autres intérêts & produits assimilés	4	4	
Reprises de provisions	324	324	
Charges financières	2 113	2 113	
Dotations aux provisions	1 169	1 169	
Intérêts & charges assimilés	944	944	
Produits exceptionnels			

Sont retenues comme entreprises liées les sociétés du Groupe consolidées selon la méthode de l'intégration globale et les sociétés en opération conjointe.

Transactions avec des parties liées

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03, il est précisé que les transactions présentant une importance significative éventuellement conclues avec des parties liées le sont à des conditions normales de marché.

Les transactions effectuées par la société avec des filiales qu'elle détient en totalité ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère ne sont pas visées par ces dispositions.

NOTE 15 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Information en matière de crédit-bail

Néant.

Montant des engagements financiers hors crédit-bail

Engagements donnés en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2022	Engagements au 31/12/2021
Avals et cautions	179 705	239	179 944	188 399
Total général	179 705	239	179 944	188 399

Engagements reçus en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2022	Engagements au 31/12/2021
Avals et cautions	2 111		2 111	2 561
Total général	2 111		2 111	2 561

Les avals et cautions liés aux contrats concernent les garanties données au titre des contrats à l'exportation.

Le Groupe a signé une garantie « maison-mère » unique, conjointe et solidaire avec BAE Land Systems au bénéfice du Ministère de la Défense britannique (MOD) dans le cadre et pour la durée des contrats conclus par leur filiale CTA International avec le MOD. Cette garantie a été octroyée afin d'assurer la bonne exécution technique et industrielle des contrats conclus (engagement non chiffré dans le tableau ci-dessus).

L'information sur les commandes fermes n'est pas diffusée par obligation de confidentialité.

NOTE 16 – ENGAGEMENTS DE TRESORERIE**Instruments financiers de change**

La société gère le risque de change sur actifs et passifs financiers et sur les contrats long terme libellés en devises par des opérations de change à terme, des options classiques et des swaps de devises. Les engagements sur instruments financiers à terme au 31 décembre 2022 sont les suivants :

En milliers de devises	31/12/2022						31/12/2021	
	USD	AED	GBP	SEK	CAD	NOK	EUR (1)	EUR Rappel
Change à terme	935	9 139	614	1 780				
Change à terme contre-valeur en €	942	2 146	704	163			3 955	12 332

(1) Contre-valeur cours négociés

NOTE 17 – VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN - PARTICIPATION DES SALARIES - INFORMATIONS SOCIALES

Au 31 décembre 2022, l'effectif inscrit de la société est de 3 139 personnes, dont la répartition est la suivante :

Catégorie	Personnel sous Convention Collective	Personnel sous décret ou en service détaché	Total personnel rémunéré par la société	Personnel mis à disposition	Total général au 31/12/2022	Total général au 31/12/2021	Total inscrits au 31/12/2022
Effectif moyen cadres	1 776	8	1 784		1 784	1 710	1 792
Effectif moyen etam	854	53	907		907	874	906
Effectif moyen ouvriers	398	35	433		433	418	441
Effectif Opérationnel	3 028	96	3 124		3 124	3 002	3 139

- **Par catégorie** : 1 792 cadres, 906 ETAM et 441 ouvriers,
- **Par statut** : 86 personnes sous décret ou en service détaché et 3 053 personnes sous convention collective.

Conformément à la Loi, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Les rémunérations allouées aux dirigeants de la société ne sont pas communiquées, car cela conduirait à indiquer indirectement les montants individuels de rémunération.

Un accord de participation des salariés au résultat a été signé le 30 juin 2022 entre Nexter Systems et ses filiales détenues à 100%. L'accord est basé sur la mutualisation des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. Les sommes distribuées aux salariés des sociétés signataires sont constituées de la somme des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. La répartition entre les salariés est fonction de leur rémunération et de leur durée de présence dans leur société au cours de l'exercice.

Chaque société porte dans ses comptes la charge de participation calculée comme si elle était seule. La charge de participation de Nexter Systems s'élève au 31 décembre 2022 à 9,5 M€.

NOTE 18 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société KNDS, qui détient la société Nexter Systems à 100%, moins une action détenue par l'Agence des Participations de l'Etat au titre des actifs stratégiques :

KMW + Nexter Defense Systems NV
Gustav Mahlerlaan 1017
1082 MK Amsterdam
The Netherlands

consolide les comptes de la société Nexter Systems.

Certifié conforme
Le Directeur Général

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

États financiers au 31 décembre 2022

NEXTER SYSTEMS
Bilan Actif au 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	Montant Brut	Amort-Prov	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT				
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, DROITS SIMILAIRES	28 609	(21 235)	7 374	6 412
FONDS COMMERCIAL				
AUTRES IMMOBILIATIONS INCORPORELLES	15 171		15 171	10 115
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	32 478	(7 795)	24 683	24 547
CONSTRUCTIONS	125 822	(64 081)	61 740	54 868
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	92 633	(62 443)	30 190	28 641
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 969	(29 420)	9 550	9 223
IMMOBILISATIONS EN COURS	13 093		13 093	11 602
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
AUTRES PARTICIPATIONS	321 802	(44 216)	277 586	277 845
CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS	563		563	2 836
AUTRES TITRES IMMOBILISÉS				
PRÊTS	137		137	121
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 526		2 526	2 457
ACTIF IMMOBILISE	671 804	(229 190)	442 613	428 667
STOCKS ET EN-COURS				
MATIÈRES PREMIÈRES, APPROVISIONNEMENTS	175 675	(37 894)	137 781	138 275
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS	55 830		55 830	90 467
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINIS	61 132	(11 632)	49 500	55 691
MARCHANDISES				
AVANCES, ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	132 400		132 400	118 767
CRÉANCES				
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	892 104	(1 016)	891 088	881 539
AUTRES CRÉANCES	30 218	(101)	30 117	40 813
CAPITAL SOUSCRIT ET APPELÉ, NON VERSÉ				
TRESORERIE				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	378 349	(205)	378 144	318 906
DISPONIBILITÉS	103 254		103 254	83 379
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	7 713		7 713	9 707
ACTIF CIRCULANT	1 836 675	(50 847)	1 785 828	1 737 544
FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS À ÉTALER				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	724		724	548
TOTAL ACTIF	2 509 202	(280 038)	2 229 165	2 166 759

NEXTER SYSTEMS
Bilan Passif au 31 décembre 2022 en milliers d'Euro

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAL SOCIAL OU INDIVIDUEL	107 772	107 772
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT	18 301	18 301
ECARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVE LÉGALE	10 777	10 777
RÉSERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	245	245
AUTRES RÉSERVES	1 762	1 762
REPORT À NOUVEAU	214 875	236 441
RESULTAT DE L'EXERCICE	51 026	15 795
RESULTAT N-1 EN ATTENTE D'AFFECTATION		
ACOMPTES SUR DIVIDENDES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	703	1 655
PROVISIONS REGLEMENTEES	3 006	3 006
CAPITAUX PROPRES	408 469	395 755
PRODUITS DES ÉMISSIONS DE TITRES PARTICIPATIFS		
AVANCES CONDITIONNÉES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES	150 626	100 903
PROVISIONS POUR CHARGES	65 323	77 399
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	215 949	178 302
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3	63
EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES DIVERS	23 500	21 493
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	906 960	873 027
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	160 817	183 724
DETTES FISCALES ET SOCIALES	162 179	171 682
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS		136
AUTRES DETTES	349 515	340 929
COMPTES DE REGULARISATION		
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 188	1 286
DETTES	1 604 162	1 592 340
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	584	361
TOTAL PASSIF	2 229 165	2 166 759

Résultat de l'exercice en centimes 51 026 316,26

Total du bilan en centimes 2 229 164 693,88

Certifié conforme
Le Directeur Général

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

États financiers au 31 décembre 2022

Direction Finance

NEXTER SYSTEMS
ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2022

ANNEXE

I FAITS CARACTERISTIQUES

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice de nature à affecter la lecture comparative des états financiers.

II REGLES ET METHODES

Les comptes annuels de Nexter Systems sont établis conformément au PCG (Plan Comptable Général) et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement et d'industrialisation

Les frais de recherche et de développement autofinancés sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Les frais de recherche et développement et d'industrialisation, spécifiques à des contrats, sont intégrés dans les résultats à fin d'affaire desdits contrats et donc pris en résultat de la période au fur et à mesure des livraisons des contrats concernés.

Brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles

Les brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition.

Leur durée d'utilisation ressort à :

	Durées	Mode
Brevets	5 ans	Linéaire
Logiciels	7 ans	Linéaire
Droit au Bail	Non amortissable	N/A

Immobilisations corporelles

Les règles édictées par le CRC n°2002-10, CRC n° 2003-07 et CRC n°2004-06 reprises par l'ANC n° 2014-03 sont appliquées.

L'approche par composant est mise en œuvre si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun une utilisation différente ou procurent des avantages économiques à la société selon un rythme différent. Chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun des éléments est retenu.

Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

Les plans d'amortissement sont déterminés selon la nature, la durée et les conditions probables d'utilisation des biens, en prenant en compte la valeur résiduelle du bien si celle-ci est significative.

Les durées et modes d'amortissements économiques généralement retenus pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

a) Biens immobiliers

	Durées	Mode
Structure	35 ans	Linéaire
Couverture	25 ans	Linéaire
Agencements, aménagements et Installations	15 ans	Linéaire
Biens non décomposés	25 ans	Linéaire

b) Biens mobiliers

Les durées sont déclinées par famille et par composant :

	Durées	Mode
Installations complexes et à caractère spécifique	10 ans à 15 ans	Linéaire
Machines-outils, autres appareils de fabrication, équipement et matériel de mesure	12 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages	10 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages spécifiques	15 ans	Linéaire
Matériel de transport	12 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 ans	Linéaire

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

A la fin de chaque exercice, la société apprécie s'il existe un indice interne ou externe quelconque montrant qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle a perdu notablement de la valeur.

Les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice interne ou externe de perte de valeur est décelé. Si la perte de valeur est avérée, une dépréciation est constatée et le plan d'amortissement potentiellement revu en conséquence.

Le test de dépréciation effectué sur le mali technique classé en autres immobilisations financières est réalisé sur l'ensemble composé de l'actif sous-jacent et de la quote-part du mali affectée à cet actif.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est évaluée au coût d'achat historique d'entrée dans le patrimoine hors frais accessoires.

Pour les sociétés contrôlées et les participations faisant partie d'une stratégie durable de la société, la valeur d'inventaire est appréciée d'après la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres de la filiale et compte tenu des perspectives d'activité à moyen terme, en procédant également à un test de sensibilité.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de cette différence.

Contrats à long terme

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commandes et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat. Il existe quatre types de pénalités : pénalités définitives, pénalités notifiées (par le client), pénalités encourues (livraison réalisée) et pénalités potentielles (livraison à venir).

Les résultats sont constatés en résultat de période au fur et à mesure des livraisons des lots de fabrication ou des dossiers d'études. Les coûts encourus et comptabilisés en charges sont ainsi ajustés sur la base de l'avancement du chiffre d'affaires, en contrepartie du compte de stocks d'en-cours de production.

En cas de perte à fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base des capacités de production de l'entreprise (hors sureffectifs et surmoyens éventuels).

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque le coût devient supérieur à la valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La valeur d'inventaire des créances est appréciée au cas par cas et donne lieu le cas échéant à comptabilisation d'une dépréciation. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'un risque de non-recouvrement est identifié.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération au cours Banque de France fin de mois ou au cours des couvertures de change mises en place. Les dettes et créances non couvertes et les disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euro au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les dettes ou créances libellées en devises et couvertes par des engagements individualisés libellés dans la même devise sont valorisées sur la base du cours moyen des couvertures spécifiques mises en place au titre de la gestion du risque de change.

Instruments de couverture

L'enregistrement des charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture de change ou de taux est symétrique à l'enregistrement des résultats des éléments couverts.

Provisions

Un passif est une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Indemnités de fin de carrière

Les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) concernent le personnel soumis à la convention collective. L'évaluation des IFC est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021. Ceci conduit la société à étaler l'engagement uniquement à partir de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Les salariés ayant le statut de fonctionnaire en service détaché et les ouvriers sous décret du 9 juillet 1990 sont exclus du calcul, leurs indemnités éventuelles étant prises en charge par l'Etat.

La valorisation des IFC est basée sur un effectif de 2 868 personnes sous convention collective présentes dans la société au-delà du 31 décembre. Les IFC sont comptabilisées en provision pour charges. Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à une externalisation de la gestion de sa provision IFC par la constitution d'un fonds de garantie auprès de deux compagnies d'assurance vie spécialisées de 1^{er} rang. Le montant de la provision IFC tient compte de la juste valeur de cet actif au 31 décembre.

Si en raison de l'évolution des taux d'actualisation l'actif d'assurance devient supérieur à l'engagement de retraite, aucune provision n'est constatée et une créance est inscrite à l'actif du bilan pour le montant de l'actif d'assurance excédant l'engagement de retraite.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Rotation des effectifs sur la base des statistiques 2022,
- Age de départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres,
- Révision à la hausse, en moyenne de 3%, du taux de revalorisation des salaires,
- Prise en compte d'une actualisation à 3,90%.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes de la société Nexter Systems conduit à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui ont des incidences sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs.

Ces hypothèses comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement.

III EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2022

Il n'y a pas d'événement postérieur au 31 décembre 2022 ayant un impact sur les comptes de la société pour cet arrêté.

IV INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

◆ Environnement

La société, consciente de ses obligations et responsabilités, continue de développer une politique environnementale permettant la préservation des milieux et des ressources naturelles. Cette politique vise à :

- Maitriser les consommations d'eau et minimiser la production de déchets tout en développant le recyclage ou la valorisation ;
- Prévenir le risque de pollution des sols, de rejets atmosphériques et de rejets aqueux ;
- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les consommations énergétiques et en favorisant la consommation d'énergies renouvelables au profit d'énergies fossiles ;

- Garantir la conformité réglementaire des installations sur l'ensemble des sites de production en tenant compte des meilleurs techniques disponibles ;
- Favoriser l'élimination ou la substitution d'agents chimiques dangereux pour l'environnement et le milieu aquatique ;
- Intégrer une analyse d'éco-conception des activités et produits dès les premières phases de développement des projets.

Concernant la gestion des impacts et ressources en eau, les rejets liquides industriels des établissements de Bourges et Roanne sont traités préalablement à leur rejet. Une surveillance a minima mensuelle des consommations par comptage et une analyse comparative à l'année écoulée en tenant compte du niveau de production, permettent également d'apprécier l'efficacité hydrique.

Sur le site de Roanne, l'installation principale de traitement de surface dispose d'une unité de traitement des effluents en circuit fermé, sans rejet liquide. Sur ce même site, une installation de lavage après usinage est également équipée d'un système dit « zéro rejet ».

Sur le site de Bourges, des aménagements ont été menés sur les chaînes de traitement de surface pour diminuer l'impact sur les rejets aqueux.

Sur les quatre sites de Roanne, Bourges, Versailles et Toulouse, les eaux usées domestiques sont raccordées sur le réseau d'assainissement urbain et les eaux pluviales sont collectées au moyen d'un réseau séparatif et traitées avant rejet dans le milieu naturel.

En 2022, dans le domaine de l'air et de l'énergie, différentes actions ont permis de réduire de 15% les consommations d'électricité et de gaz, et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre :

- Actions de réduction à la source,
- Travaux d'isolation thermique,
- Mise en place de clauses de performances énergétiques via des contrats de *Facility Management*, notamment dans l'optimisation des gestions techniques de climatisation et de chauffage.

D'autres actions de fond sont à l'étude depuis fin 2021 visant à améliorer la maîtrise des consommations d'énergie et limiter davantage les émissions de gaz à effet de serre pour les années à venir :

- Etudes en cours pour l'installation d'unités photovoltaïques de production d'électricité et sur la possibilité d'unités géothermiques de production d'énergie ;
- Poursuite de l'installation de bornes de recharges électriques pour véhicules sur l'ensemble des parkings ;
- Pour le site de Bourges, un projet de raccordement à un réseau de chaleur urbaine utilisant de la biomasse est en cours ;
- De nouveaux audits énergétiques sont prévus cette année 2023 et permettront de réviser les clauses contractuelles de performances énergétiques.

Nexter Systems s'engage également à réduire et à traiter les déchets de ses sites de production afin d'en réduire l'impact sur les ressources et sur l'environnement. Les déchets sont triés par catégorie (plastiques, papiers & carton, bois, métaux, dangereux et autres déchets non dangereux) et évacués dans des filières maximisant leur recyclage (voie privilégiée), leur valorisation matière ou valorisation énergétique.

Le taux de valorisation globale et le taux de valorisation matière sont des indicateurs de performance environnementale, pilotés tout au long de l'année pour l'ensemble des sites du Groupe, avec un objectif de 80% minimum de valorisation globale (énergie ou matière) et de 30% minimum de valorisation matière. La valorisation totale atteinte pour cette année 2022 est de 81% dont 61% de valorisation matière.

La société Nexter Systems dispose d'un système de management de l'environnement s'appuyant sur le référentiel de la norme ISO 14001 (version 2015) dont la certification a été renouvelée en mars 2021 pour une durée de trois ans.

Les dépenses prévues en matière de protection de l'environnement sont reprises chaque année dans le Plan Annuel de Prévention (P.A.P.).

Sur le plan de la conformité réglementaire, la politique Qualité Sécurité Environnement signée par le Directeur Général précise les orientations de la société en la matière. Chaque établissement décline ensuite localement cette politique au travers de ses propres plans d'actions. La veille et la conformité réglementaire sont maîtrisées à l'aide d'un logiciel spécifique.

En matière d'organisation et de management, chaque établissement de la société dispose d'un département prévention des risques et la société dispose, en complément, d'une Direction Santé Sécurité Environnement rattachée au Directeur des Ressources Humaines.

Département prévention des risques : au niveau de chaque établissement, le responsable prévention des risques conseille le directeur d'établissement et met en œuvre les plans d'actions locaux dans le domaine de l'environnement conformément aux orientations fixées par la Direction Santé Sécurité Environnement.

Direction Santé Sécurité Environnement : Le directeur s'assure de l'application par les établissements de la législation et de la réglementation, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement. Il détermine les axes d'effort et coordonne l'élaboration des plans d'actions locaux.

Un comité Santé-Sécurité-Environnement composé des membres de la Direction Santé Sécurité Environnement et de l'ensemble des responsables prévention des risques du groupe se réunit tous les trois mois afin de passer en revue des sujets d'intérêt commun et partager les retours d'expériences de chacun.

♦ **Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires s'élève à 190 k€ pour l'exercice

NOTE 1 – ACTIF IMMOBILISE**1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles : Valeurs brutes**

Valeurs brutes en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Acquisition	Virement	Cession	Rebut	31/12/2022
Logiciels, licences	25 931			2 422		(483)	27 869
Brevets & marques	740						740
Fonds commercial							
Immobilisations incorporelles en cours	10 115		7 427	(2 372)			15 171
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	36 786		7 427	50		(483)	43 780
Terrains	31 750			728			32 478
Constructions, installations, agencements	114 020			12 269		(467)	125 822
Installations techniques, matériel industriel	87 361			6 709		(1 437)	92 633
Matériel de bureau, informatique & mobilier	14 754		4	1 211	(3)	(158)	15 808
Matériel de levage & équipements divers	19 886			1 370		(79)	21 177
Autres immobilisations corporelles	2 620		3	303		(941)	1 984
Immobilisations en cours	11 602		24 132	(22 641)			13 093
Total immobilisations corporelles	281 992		24 139	(50)	(3)	(3 083)	302 996
Total général	318 778		31 566		(3)	(3 566)	346 776

Les **Immobilisations incorporelles** comprennent des logiciels ou leurs licences d'utilisations pour 27,9 M€, ainsi que des brevets et marques pour 0,7 M€.

Compte tenu de l'activité du Groupe et de la particularité de chacun de ses clients / prospects, les dépenses de développement sont réalisées sur des marchés très spécifiques comprenant un nombre restreint d'acteurs. La spécificité des produits développés rend ainsi très difficile une mutualisation des études de développement et donc l'activation des coûts engagés.

Les **Immobilisations corporelles** acquises dans l'exercice sont constituées de constructions, d'aménagements des constructions et d'investissements dédiés à l'amélioration des moyens de production et de sécurité existants dans les centres.

Les mises au rebut correspondent principalement à des agencements de constructions et à des équipements de production devenus obsolètes.

1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles : Amortissements

Amortissements en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Dotation	Virement	Cession	Rebut	31/12/2022
Logiciels, licences	20 129		1 443			(483)	21 089
Brevets & marques	130		15				145
Fonds commercial							
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	20 259		1 458			(483)	21 235
Terrains	7 203		592				7 795
Constructions, installations, agencements	59 151		5 397			(467)	64 080
Installations techniques, matériel industriel	58 717		5 164			(1 437)	62 441
Matériel de bureau, informatique & mobilier	11 199		1 183		(2)	(158)	12 220
Matériel de levage & équipements divers	14 802		1 223			(79)	15 950
Autres immobilisations corporelles	2 034		156			(941)	1 250
Total immobilisations corporelles	153 107		13 715		(2)	(3 083)	163 737
Total général	173 366		15 173		(2)	(3 566)	184 971

1.3 Immobilisations financières : Tableau des filiales et participations

En milliers d'Euro Sociétés	Capital social	Capitaux propres	% détenu	Avals & cautions donnés	Chiffre d'affaires	Résultat net
CTAI	214	16 837	50,00%	Néant	38 809	5 740
CIME BOCUZE (1)	4 000	20 630	0,00%	Néant	25 646	3 524
SOFEMA (1)	3 736	124 335	9,02%	Néant	41 212	1 284
ODAS (1)	30 000	-5 853	8,00%	Néant	375 676	7 190
SCI LA CERONE	300	778	55,00%	Néant	412	192
NEWCO 10	38	37	100,00%	Néant		(2)
NEXTER EMARAT	45	-30	100,00%	Néant		(75)
NEXTER SERVICES	38	21	100,00%	Néant		(2)
NEXTER ROBOTICS	500	-436	100,00%	Néant	3 436	(798)
NEXTER TRAINING	600	1 685	100,00%	Néant	2 329	509
TNS MARS	15	5 344	37,50%	Néant	7 188	1 082
NEXTER MECHANICS	7 979	20 366	99,99%	Néant	35 646	2 734
NBC-SYS	3 644	11 917	100,00%	Néant	27 006	2 004
NEXTER MUNITIONS	52 271	233 532	99,99%	Néant	362 425	43 047
MECAR	30 093	34 970	99,99%	Néant	104 499	6 172
SIMMEL DIFESA	7 125	27 523	100,00%	Néant	78 556	6 985

(1) derniers états financiers sociaux ou consolidés disponibles

1.4 Immobilisations financières : Valeur des titres

En milliers d'Euro Sociétés	31/12/2022		31/12/2021
	Valeur comptable des titres		Valeur nette des titres
	Brute	Nette	
CTAI	42 595	8 419	8 387
CIME BOCUZE	0	0	0
SOFEMA	6 730	6 730	6 730
ODAS	2 400		
SCI LA CERONE	165	165	165
NEWCO 10	75	37	40
NEXTER EMARAT	45		
NEXTER SERVICES	72	21	24
NEXTER ROBOTICS	7 507		
NEXTER TRAINING	1 147	1 147	1 147
TNS MARS	14	14	14
NEXTER MECHANICS	15 676	15 676	15 676
NBC-SYS	4 075	4 075	4 075
NEXTER MUNITIONS	94 107	94 107	94 107
MECAR	104 253	104 253	104 367
SIMMEL DIFESA	42 941	42 941	43 114
Total	321 802	277 586	277 845

Dépréciation des Immobilisations financières

Les reprises de provisions pour dépréciations concernent les titres CTAI pour 32 k€.

Les dotations aux provisions pour dépréciations concernent principalement la société Nexter Emarat pour 45 k€.

Les augmentations et diminutions de dépréciation comptabilisées sur la période reflètent l'évolution de la quote-part des capitaux propres et les perspectives des filiales au 31 décembre 2022.

Les **créances rattachées à des participations** correspondent à un prêt accordé à la société TNS Mars pour 0,6 M€.

Le prêt accordé à Nexter Robotics a été remboursé en totalité, soit 2 M€, et sa dépréciation a été totalement reprise, pour 0,3 M€.

Les **Autres immobilisations financières** correspondent principalement au mali technique sur la société NBC-SYS.

NOTE 2 – STOCKS ET EN-COURS

Stocks bruts en milliers d'Euro	Matières premières	En-cours de production	Produits intermédiaires et finis	Marchandises	31/12/2022	31/12/2021
Valeur brute au 1er janvier	177 979	90 467	66 542		334 987	213 086
Variation	(2 303)	(34 637)	(5 410)		(42 350)	121 901
Autres						
Valeur brute à la fin de la période	175 675	55 830	61 132		292 637	334 987

La variation des stocks et en-cours résulte essentiellement du niveau d'exécution des contrats. La position créditrice de certains en-cours de production résulte de la méthode Groupe de comptabilisation des contrats à long terme, soit à l'avancement du chiffre d'affaires.

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2022 en provisions pour charges à hauteur de 56,8 M€, soit une variation de - 1,6 M€ par rapport au 31 décembre 2021 (cf. Note 7).

NOTE 3 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances (brutes) en milliers d'Euro	Montants	A moins d'un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	563	563	
Autres actifs immobilisés			
Prêts	137	84	54
Autres immobilisations financières	2 526		2 526
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	132 400	83 010	49 390
Créances clients et comptes rattachés	891 088	891 088	
Autres créances	30 117	29 442	675
Total général	1 056 831	1 004 187	52 644

Les **Créances rattachées à des participations** sont détaillées en Note 1.4.

Les **Prêts** sont constitués principalement de prêts accordés au personnel.

Les **Autres immobilisations financières** comprennent le mali technique sur la société NBC SYS pour 1,9 M€ et des dépôts et cautionnements versés pour 0,6 M€.

Les **Avances et acomptes** versés aux fournisseurs concernent notamment les acomptes sur commandes de pièces liées aux contrats (composants mécaniques et électroniques).

Direction Finance	NEXTER SYSTEMS ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2022
--------------------------	--

Les **Créances clients** sont représentées par les factures sur les contrats dues par l'Etat français pour 701 M€, par des clients étrangers pour 168 M€, des clients Groupe pour 15 M€, et d'autres clients français pour 7 M€. Il n'y a pas d'effets à recevoir au 31 décembre 2022.

Les **Autres créances** sont composées principalement de la TVA pour 11,8 M€, d'un produit à recevoir au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€, et de créances fiscales pour 5 M€.

Une convention de centralisation de trésorerie « cash pooling » existe entre la société et ses filiales. Cette convention courante a été conclue à des conditions normales de marché.

Etat des dettes en milliers d'Euro	Montants	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)			
Concours bancaires courants	3	3	
Autres emprunts et dettes financières	23 500	23 490	10
Avances et acomptes reçus	906 960	411 392	495 568
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 817	160 817	
Dettes fiscales et sociales	162 179	162 179	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	349 515	346 654	2 861
Total général	1 602 974	1 104 535	498 439

Aucune dette ne présente d'échéance supérieure à 5 ans.

Les **Dettes fournisseurs** regroupent :

- Les factures à payer dues aux fournisseurs externes au Groupe pour 46,5 M€,
- Les factures à payer à certaines sociétés du Groupe pour 16,6 M€,
- Les factures non parvenues (FNP) pour des produits réceptionnés avant le 31 décembre 2022 à hauteur de 97,7 M€ concernant des fournisseurs Groupe et hors Groupe.

Il n'y a pas d'effets à payer au 31 décembre 2022.

Les **Dettes fiscales et sociales** sont principalement composées :

- Des charges à payer au personnel pour 53,6 M€, dont la provision pour congés à payer au personnel pour 27,9 M€,
- Des dettes et charges à payer aux organismes sociaux pour 32,3 M€, dont les charges à payer sur les congés dus au personnel pour 12,9 M€,
- Des comptes de TVA pour 73,8 M€ dont la TVA à régulariser sur facture à établir pour 68,2 M€.

Les **Autres dettes** sont essentiellement constituées des dettes Groupe (dont comptes courants de trésorerie créditeurs) à hauteur de 297,1 M€, des dividendes à payer pour 28 M€, des avoirs à établir à des clients pour 8 M€, des charges à payer sur les contrats pour 10 M€ et d'avances reçues sur subventions pour 4,2 M€.

NOTE 4 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2022, les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement sont non significatives. Elles n'ont pas été prises en compte dans le résultat financier de la période. Les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation (cf. Note 7.2).

NOTE 5 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En milliers d'Euro	Charges		Produits	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Maintenance informatique	6 361	8 640		
Loyers	901	1 067		
Autres	450		1 188	1 286
Total général	7 713	9 707	1 188	1 286

Les charges et produits constatés d'avance sont relatifs à des opérations courantes.

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES
6.1 Capital social

Le capital social entièrement libéré se compose de 7 184 830 actions de 15 euros et s'élève à 107 772 450 euros.

La société KNDS détient l'intégralité de ces actions, à l'exception d'une action détenue par l'Etat français au titre des actifs stratégiques.

6.2 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'Euro	Capital social	Prime d'émission, fusion	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Acompte sur dividende	Subvention investissement	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2021	107 772	18 301	12 784	236 441	15 795		1 655	3 006	395 755
Affectation du résultat N-1				15 795	(15 795)				
Dividendes				(37 361)					(37 361)
Résultat					51 026				51 026
Acompte sur dividende									
Autres variations							(952)		(952)
Au 31 décembre 2022	107 772	18 301	12 784	214 875	51 026		703	3 006	408 469

L'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juillet 2022 a décidé de procéder à une distribution de dividende prélevée sur le compte « report à nouveau » pour un montant de 37,4 M€.

Les provisions réglementées reflètent la différence d'amortissement constatée pour les biens dont la base fiscale est différente de la base comptable. Leur reprise n'intervient que lors de la cession desdits biens.

NOTE 7 – TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

7.1 Provisions

Provisions pour risques et charges en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	31/12/2022
Provisions pour litiges	615		116	(86)	(129)		515
Garanties données aux clients	20 722		5 074	(3 458)	(628)		21 710
Provisions pour pertes sur contrats à long terme	26 506		31 725	(6 956)			51 275
Autres provisions pour risques sur contrats	23 464		13 260	(5 198)	(1 085)		30 441
Autres provisions pour risques	29 597		17 234	(45)	(101)		46 685
Indemnités Fin de Carrière	6 998			(1 725)	(5 273)		
Provisions pour charges	70 401		674	(3 864)	(341)	(1 547)	65 323
Total des provisions	178 302		68 083	(21 331)	(7 556)	(1 547)	215 949

Autres provisions pour risques sur contrats

Le montant figurant dans ces provisions correspond, entre autres, aux pénalités de retard. Les reprises de provisions constatées sur la période correspondent principalement à des pénalités versées ou exonérées.

Autres provisions pour risques

Les autres provisions pour risques concernent notamment des risques sociaux ou d'autres risques sur contrats.

Indemnités Fin de Carrière

En raison de la hausse des taux d'actualisation, l'actif d'assurance devient supérieur à l'engagement de retraite : la provision pour indemnités de fin de carrière a donc été reprise en totalité.

Provisions pour charges

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2022 en provisions pour charges à hauteur de 56,8 M€ (cf. Note 2).

Par ailleurs, des coûts de dépollution sont provisionnés, couverts pour partie par une garantie de passif accordée par Giat Industries (cf. Note 3).

7.2 Dépréciations

Dépréciations en milliers d'Euro	31/12/2021	Fusion- Reclassement	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Dépréciations des immobilisations	4			(1)	3
Dépréciations des stocks & en-cours	50 555		4 942	(5 971)	49 525
Dépréciation des créances	1 441		222	(546)	1 117
Dépréciations des disponibilités	653		3	(452)	205
Total dépréciations actif	52 652		5 168	(6 970)	50 850

NOTE 8 – DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS DIFFERENTS POSTES DU BILAN

ACTIF en milliers d'Euro	31/12/2022
Prêts - Intérêts courus sur des créances rattachées à des participations	
Clients & comptes rattachés	458 169
Autres créances	9 951
Disponibilités	150
Total des produits à recevoir	468 271

Le poste **Clients & comptes rattachés** correspond à des factures à établir.

Les **Autres créances** correspondent principalement à un produit à recevoir lié à la dépollution au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€.

PASSIF en milliers d'Euro	31/12/2022
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit et des filiales	
Emprunts & dettes financières divers	
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	97 678
Dettes fiscales et sociales	77 739
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	
Autres dettes	18 768
Total des charges à payer	194 185

Le poste **Dettes fournisseurs & comptes rattachés** correspond à des factures non parvenues hors Groupe pour 93,5 M€ et Groupe pour 4,1 M€.

Les charges à payer du poste **Dettes fiscales et sociales** sont constituées essentiellement des congés payés dus au personnel (y compris charges sociales) pour 40,8 M€, des autres frais de personnel pour 25,4 M€ et d'autres charges sociales et fiscales pour 11,5 M€.

Les **Autres dettes** sont principalement constituées des charges liées aux contrats clients et constatées en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires, et des avoirs à établir.

NOTE 9 – DETAIL DU CHIFFRE D’AFFAIRES

En milliers d'Euro	31/12/2022					2021
	Etudes	Produits	Prestations	Divers	Total	Total
Clients						
France	9 254	520 478	277 845		807 578	572 600
Export	7 664	269 515	7 221		284 400	243 121
	Total au 31 décembre 2022	16 918	789 994	285 066	1 091 978	815 720
	Total exercice 2021	32 584	595 870	187 266	815 720	

NOTE 10 – DETAIL DES AUTRES CHARGES ET PRODUITS

Les **Autres charges** correspondent essentiellement aux pénalités sur contrats et aux pertes de change à caractère commercial.

Les **Autres produits** correspondent principalement aux refacturations des moyens communs (prestations informatiques, téléphonie, assurances), aux refacturations des frais de personnel et de formation et aux redevances perçues au titre des conventions globales de services du Groupe.

NOTE 11 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Résultat financier en milliers d'Euro	31/12/2022		31/12/2021
	Résultat définitif	Résultat latent	
Rendement net des placements (trésorerie disponible)	13 516		7 560
Produit net des prêts, emprunts, comptes courants	(925)		2
Charges ou produits financiers sur contrats	1 098		2 204
Dépréciation nette des titres de participations, des prêts et vmp		(892)	187
Résultat de change	(596)		2 257
	Total du résultat financier		12 211

Pour l'analyse des « Dépréciations nettes des titres de participation », une information est présentée dans la Note 1.4 « Dépréciation des immobilisations financières ».

Le montant des dividendes reçus s'élève à 13,3 M€.

NOTE 12 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel de la période correspond essentiellement à des subventions virées en résultat.

NOTE 13 – IMPOT SUR LES BENEFICES

En date du 11 avril 2016 la société a opté pour le régime de fiscalité de groupe, dit régime d'intégration fiscale, avec effet au 1^{er} janvier 2016. De ce fait, Nexter Systems est depuis seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû sur l'ensemble des résultats du Groupe, pour les filiales éligibles.

La convention d'intégration fiscale mise en place prévoit que chaque société comptabilise son impôt sur la base de ses résultats propres et verse à la société Nexter Systems les acomptes et le solde correspondant à cet impôt.

La société Nexter Systems calcule l'impôt du groupe fiscal dont elle est la mère en tenant compte de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale afin de déterminer un résultat fiscal d'ensemble.

Les économies d'impôt (ou charge d'intégration fiscale) réalisées par le groupe fiscal sont enregistrées dans les comptes de la société mère Nexter Systems. Au 31 décembre 2022, la société Nexter Systems a ainsi constaté un produit de 0,3 M€.

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices est présentée ci-après :

Ventilation en milliers d'Euro	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
	2022	correspondant	2022	2021
Résultat courant	66 793	(7 936)	58 856	17 578
Résultat exceptionnel	1 204	(66)	1 139	(386)
Participation	(9 451)	482	(8 969)	(1 396)
Résultat comptable	58 546	(7 520)	51 026	15 795

Les déficits de Nexter Systems qui ont pris naissance avant l'appartenance de la société au groupe d'intégration fiscale, demeurent imputables sur les bénéfices futurs de Nexter Systems.

Il est rappelé que Giat Industries a créé Nexter Systems en 2006, par apport d'une branche complète d'activité. Les déficits actuels de la société trouvent leur origine dans un transfert en provenance de Giat Industries, suite à un agrément ministériel obtenu en 2008.

La société est impactée par le mécanisme du plafonnement à 50% de l'imputation des déficits antérieurs sur le bénéfice fiscal de l'exercice, ce qui induit pour la société une charge d'impôt sur les sociétés de 10,9 M€, réduite du montant des crédits d'impôts 2022 à concurrence de 3,1 M€.

La société est en mesure d'estimer avec un degré de fiabilité suffisant les bases du Crédit Impôt Recherche (CIR) de l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Le CIR est dès lors reconnu durant l'année de constatation des dépenses éligibles. Par conséquent, le CIR a été évalué au 31 décembre 2022 à partir des dépenses de recherche considérées comme éligibles engagées en 2022. A ce titre, le montant comptabilisé au 31 décembre 2022 s'élève à 2,7 M€.

Les allègements futurs d'impôt, non enregistrés dans les comptes, sont présentés ci-dessous :

Différences temporaires allègement futur d'impôt en milliers d'Euro	Montant
Décalages temporaires :	
- Provisions pour risques et charges	151 541
- Subventions d'investissement	703
- Dépréciations d'actifs corporels	3
- Dépréciations d'immobilisations financières	44 216
- Dépréciations de stocks et en-cours	46 590
- Dépréciations de créances	1 117
- Charges à payer	22 867
Déficits propres reportables	477 769
Total	744 806
Impôt différé au taux de 25,8% (Gain)	192 160

NOTE 14 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Eléments concernant les entreprises liées en milliers d'Euro	31/12/2022		
	Total	Entreprises liées	Autres Participations
Postes de l'actif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations financières	278 165	263 016	15 149
Clients & comptes rattachés	15 181	11 311	3 871
Comptes courants groupe	2 366	2 366	
Avances & acomptes versés sur commandes	30 833	11 705	19 129
Débiteurs divers	216	216	
Postes du passif			
Provisions pour risques			
Emprunts & dettes financières divers	22 023	10	22 013
Fournisseurs & comptes rattachés	20 782	12 750	8 033
Avances & acomptes reçus sur commandes	11	11	
Fournisseurs d'immobilisations			
Comptes courants groupe	325 174	324 695	480
Autres dettes	3 139	3 088	51
Postes du compte de résultat			
Produits d'exploitation			
	39 329	28 519	10 810
Ventes de biens & services (France)	8 190	4 694	3 496
Ventes de biens & services (Export)			
Autres produits d'exploitation	31 139	23 825	7 314
Charges d'exploitation			
	82 860	64 014	18 846
Achats de matières premières & autres achats	55 804	37 075	18 730
Autres achats & charges externes	27 056	26 939	117
Autres charges			
Produits financiers			
	13 692	10 854	2 838
Produits financiers des participations	13 364	10 527	2 838
Autres intérêts & produits assimilés	4	4	
Reprises de provisions	324	324	
Charges financières			
	2 113	2 113	
Dotations aux provisions	1 169	1 169	
Intérêts & charges assimilés	944	944	
Produits exceptionnels			

Sont retenues comme entreprises liées les sociétés du Groupe consolidées selon la méthode de l'intégration globale et les sociétés en opération conjointe.

Transactions avec des parties liées

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03, il est précisé que les transactions présentant une importance significative éventuellement conclues avec des parties liées le sont à des conditions normales de marché.

Les transactions effectuées par la société avec des filiales qu'elle détient en totalité ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère ne sont pas visées par ces dispositions.

NOTE 15 – ENGAGEMENTS HORS BILAN**Information en matière de crédit-bail**

Néant.

Montant des engagements financiers hors crédit-bail

Engagements donnés en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2022	Engagements au 31/12/2021
Avals et cautions	179 705	239	179 944	188 399
Total général	179 705	239	179 944	188 399

Engagements reçus en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2022	Engagements au 31/12/2021
Avals et cautions	2 111		2 111	2 561
Total général	2 111		2 111	2 561

Les avals et cautions liés aux contrats concernent les garanties données au titre des contrats à l'exportation.

Le Groupe a signé une garantie « maison-mère » unique, conjointe et solidaire avec BAE Land Systems au bénéfice du Ministère de la Défense britannique (MOD) dans le cadre et pour la durée des contrats conclus par leur filiale CTA International avec le MOD. Cette garantie a été octroyée afin d'assurer la bonne exécution technique et industrielle des contrats conclus (engagement non chiffré dans le tableau ci-dessus).

L'information sur les commandes fermes n'est pas diffusée par obligation de confidentialité.

Direction Finance	NEXTER SYSTEMS ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2022
--------------------------	--

NOTE 16 – ENGAGEMENTS DE TRESORERIE

Instruments financiers de change

La société gère le risque de change sur actifs et passifs financiers et sur les contrats long terme libellés en devises par des opérations de change à terme, des options classiques et des swaps de devises. Les engagements sur instruments financiers à terme au 31 décembre 2022 sont les suivants :

En milliers de devises	31/12/2022							31/12/2021
	USD	AED	GBP	SEK	CAD	NOK	EUR (1)	EUR Rappel
Change à terme	935	9 139	614	1 780				
Change à terme contre-valeur en €	942	2 146	704	163			3 955	12 332

(1) Contre-valeur cours négociés

NOTE 17 – VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN - PARTICIPATION DES SALARIES - INFORMATIONS SOCIALES

Au 31 décembre 2022, l'effectif inscrit de la société est de 3 139 personnes, dont la répartition est la suivante :

Catégorie	Personnel sous Convention Collective	Personnel sous décret ou en service détaché	Total personnel rémunéré par la société	Personnel mis à disposition	Total général au 31/12/2022	Total général au 31/12/2021	Total inscrits au 31/12/2022
Effectif moyen cadres	1 776	8	1 784		1 784	1 710	1 792
Effectif moyen etam	854	53	907		907	874	906
Effectif moyen ouvriers	398	35	433		433	418	441
Effectif Opérationnel	3 028	96	3 124		3 124	3 002	3 139

- **Par catégorie** : 1 792 cadres, 906 ETAM et 441 ouvriers,
- **Par statut** : 86 personnes sous décret ou en service détaché et 3 053 personnes sous convention collective.

Conformément à la Loi, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Les rémunérations allouées aux dirigeants de la société ne sont pas communiquées, car cela conduirait à indiquer indirectement les montants individuels de rémunération.

Un accord de participation des salariés au résultat a été signé le 30 juin 2022 entre Nexter Systems et ses filiales détenues à 100%. L'accord est basé sur la mutualisation des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. Les sommes distribuées aux salariés des sociétés signataires sont constituées de la somme des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. La répartition entre les salariés est fonction de leur rémunération et de leur durée de présence dans leur société au cours de l'exercice.

Chaque société porte dans ses comptes la charge de participation calculée comme si elle était seule. La charge de participation de Nexter Systems s'élève au 31 décembre 2022 à 9,5 M€.

NOTE 18 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société KNDS, qui détient la société Nexter Systems à 100%, moins une action détenue par l'Agence des Participations de l'Etat au titre des actifs stratégiques :

KMW + Nexter Defense Systems NV
Gustav Mahlerlaan 1017
1082 MK Amsterdam
The Netherlands

consolide les comptes de la société Nexter Systems.

NEXTER SYSTEMS

Société Anonyme au capital de 107 772 450 €
Siège Social : 13 route de la Minière – 78034 Versailles Cedex
379 706 344 RCS VERSAILLES

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE DU 4 AVRIL 2023

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES INDIVIDUELS DE L'EXERCICE 2022

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2022, approuve les conclusions desdits rapports et les comptes individuels tels qu'ils ont été arrêtés et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle constate que le bénéfice net dégagé par les opérations de l'exercice ressort à 51.026.316,26 euros.

L'Assemblée Générale donne, par conséquent, quitus aux administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Résultat de l'exercice : 51.026.316,26 euros
(La réserve légale est entièrement dotée)
- Report à nouveau avant affectation : 214.875.408,31 euros
- Soit un bénéfice distribuable de : 265.901.724,57 euros

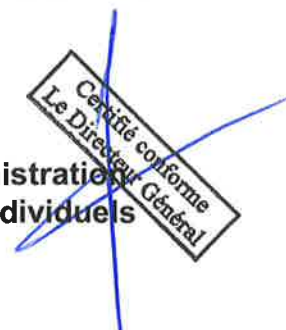
Affecté au report à nouveau qui passerait de 214.875.408,31 euros à 265.901.724,57 euros.

Afin de satisfaire aux dispositions légales, il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les dividendes ou revenus mis en distribution ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende ou revenu net	Rémunération globale
2021	7.184.830	5,20 €	37.361.116,00 €
2020	7.184.830	6,40 €	45.982.912,00 €
2019	7.184.830	7,42 €	53.311.438,60 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

*Extrait certifié conforme
par le Directeur Général
Nicolas CHAMUSSY*



**Rapport de Gestion présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire sur les comptes individuels**

Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à nos statuts afin de vous rendre compte de l'activité de votre société et de soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022.

Vous entendrez également la lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur l'exécution de sa mission.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Nous reprendrons ci-après successivement les différentes informations telles que prévues par les textes légaux et réglementaires en vigueur.

* * *

L'actionnariat de la société n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2022.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la société a distribué les dividendes ou revenus suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende ou revenu net	Rémunération globale
2021	7.184.830	5,20 €	37.361.116,00 €
2020	7.184.830	6,40 €	45.982.912,00 €
2019	7.184.830	7,42 €	53.311.438,60 €

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 *quinquies* du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge 150 819 euros au titre des dépenses visée à l'article 39-4 du Code précité, non déductible fiscalement.

Pour satisfaire aux dispositions de l'Article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'il n'existe pas d'action d'autocontrôle.

Enfin, en application du dispositif d'épargne salariale visé à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous devons rendre compte annuellement de l'état de la participation collective des salariés au capital de la société.

Nous vous informons, en conséquence, qu'au dernier jour de l'exercice clos au 31 décembre 2022, les salariés ne détenaient aucun titre entrant dans les catégories énumérées à l'article précité.

♦ **Présentation des comptes annuels**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur (normes françaises).

♦ **Modifications intervenues dans le mode de présentation des comptes annuels ou méthodes d'évaluation**

Néant

♦ **Arrêté des comptes et affectation du Résultat**

Nous vous demandons de vous reporter aux comptes annuels qui ont été tenus à votre disposition pour avoir le détail complet des différents postes du bilan et du compte de résultat, sur lesquels nous nous tenons à votre disposition pour vous donner tous renseignements complémentaires utiles.

Il vous est demandé d'arrêter les comptes tels qu'ils vous sont présentés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Ces comptes, déduction faite de toutes charges et de tous impôts, font ressortir un bénéfice de 51.026.316,26 euros que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- | | |
|--|----------------------|
| ♦ Résultat de l'exercice : | 51.026.316,26 euros |
| ♦ Report à nouveau avant affectation : | 214.875.408,31 euros |
| Soit un bénéfice distribuable de : | 265.901.724,57 euros |

Affecté au :

- | | |
|----------------------|----------------------|
| - Report à nouveau : | 265.901.724,57 euros |
|----------------------|----------------------|

♦ **Situation et Activité de la société**

Nexter Systems développe et produit des systèmes d'armes complexes. Elle détient, en outre, au 31 décembre 2022, les titres des sociétés Nexter Munitions, Mekar, Simmel Difesa, Nexter Mechanics, NBC Sys, Nexter Training, Nexter Robotics, CTA International (détention à 50 %), Tns-Mars (détention à 37,5 %), SCI La Cerone (détention à 55 %), Sofema, Odas (participations minoritaires).

En 2022, Nexter Systems enregistre 1,3 Milliard d'euros de prises de commandes.

Nexter Systems a réalisé sur l'exercice 2022 un chiffre d'affaires de 1 092 M€, dont 23 % à l'export.

♦ Résultats

L'entreprise dégage sur l'exercice un résultat net positif de 51 M€. La formation de ce résultat s'explique essentiellement par un résultat d'exploitation positif de 54,6 M€, un résultat financier positif de 12,2 M€, un résultat exceptionnel positif de 1,2 M€, une participation des salariés aux résultats de l'entreprise de 9,5 M€ et un impôt sur les bénéfices de 7,5 M€.

Le résultat d'exploitation témoigne de la performance enregistrée par la société sur ses contrats commerciaux, de la tenue des jalons contractuels et des coûts.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code du Commerce, le tableau des résultats des cinq dernières années est porté à l'annexe 2.

♦ Situation financière de la société

Les encours moyens de trésorerie de la société se sont élevés à 143 M€ sur l'exercice 2022.

♦ Activités en matière de Recherche et de Développement

Le total des dépenses de recherche et développement sur contrats et autofinancés représente près de 14 % du chiffre d'affaires de la société. Les études de recherche et développement sont centrées autour de l'innovation des produits dans un contexte de compétitivité accrue.

♦ Information sur les délais de paiement

La décomposition des créances clients et des dettes fournisseurs échues au 31 décembre 2022 est la suivante :

En K€	Factures reçues non réglées à la date de la clôture de l'exercice et dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de la clôture de l'exercice et dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	104					1 171	24					1 249
Montant total des factures TTC concernées	1 170	10 256	1 585	437	308	12 586	214	116 006	130 897	8 006	97 194	352 103
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	0,1%	1,2%	0,2%	0,1%	0,0%	1,7%						
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice							0,0%	9,0%	10,1%	0,6%	8,5%	28,3%
(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues			160						10			
Montant total des factures exclues			4 939						1 145			
(C) Délais de paiement de référence utilisés												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Délais légaux : de 30 jours à 60 jours						Délais contractuels : de 30 à 60 jours Délais légaux :					

- ♦ **Autres informations**

L'effectif inscrit de la société est de 3.139 collaborateurs à la clôture de l'exercice 2022, répartis sur les quatre implantations géographiques de la société de Versailles, Roanne, Bourges et Toulouse.

L'entreprise a enregistré 31,6 M€ d'investissements corporels et incorporels sur la période.

- ♦ **Événements postérieurs à la clôture**

Il n'est pas relevé d'événements postérieurs à la clôture des comptes au 31 décembre 2022.

- ♦ **Evolution prévisible et perspectives d'avenir**

Le chiffre d'affaires attendu sur l'exercice 2023 devrait être inférieur d'environ 16 % à celui constaté en 2022, en lien avec l'exécution des contrats en carnet.

- ♦ **Prise de participation et opérations impactant les immobilisations financières intervenues pendant l'exercice**

La société Nexter Systems a créé en 2022 une filiale aux EAU dénommée Nexter Emarat.

- ♦ **Activités et résultats des filiales**

Les sociétés du Groupe présentent leurs états financiers en normes françaises. Les données économiques présentées ci-dessous sont issues des comptes individuels des différentes sociétés détenues majoritairement ou conjointement avec un partenaire.

Nexter Munitions : L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 362,4 M€ et dégage un résultat net positif de 43 M€.

Mecar : La société réalise un chiffre d'affaires de 104,5 M€ et dégage un résultat net positif de 6,2 M€.

Simmel Difesa : La société réalisé un chiffre d'affaires de 78,6 M€ et dégage un résultat net positif de 7 M€.

Nexter Mechanics : La société réalise un chiffre d'affaires total de 35,6 M€ et dégage un résultat net positif de 2,7 M€.

NBC Sys : La société réalise un chiffre d'affaires total de 27 M€ et dégage un résultat net positif de 2 M€.

Optsys : La société réalise un chiffre d'affaires total de 9,3 M€ et dégage un résultat net positif de 1,9 M€.

Nexter Training : La société réalise un chiffre d'affaires total de 2,3 M€ et dégage un résultat net positif de 0,5 M€

Nexter Robotics : La société réalise un chiffre d'affaires total de 3,4 M€ et dégage un résultat net négatif de 0,8 M€.

Les autres sociétés détenues majoritairement par la Société Nexter Systems, Nexter Services et Newco 10, n'ont pas développé d'activité sur l'exercice 2022.

Tns-Mars : Filiale mise en équivalence, la société est détenue à 37,5 %. Le chiffre d'affaires s'élève à 7,2 M€ sur la période, le résultat net est positif à hauteur de 1,1 M€.

CTAI SAS : Filiale mise en équivalence, la société est détenue à 50 %. Le chiffre d'affaires s'élève à 38,8 M€ sur la période, le résultat net est positif à hauteur de 5,7 M€.

Base de Baronville : La société est détenue à 46 %, la quote-part de chiffre d'affaires s'élève à 1,4 M€, la quote-part de résultat net est à l'équilibre.

Les autres sociétés détenues minoritairement par la Société Nexter Systems, Sofema et Odas ont pour leur part poursuivi leur activité en lien avec leur objet social. Leur situation n'appelle pas de commentaire particulier.

- ♦ **Informations sociales et environnementales**

Pour répondre aux obligations de l'article L 225-102-1 du code de commerce, ces informations sociales et environnementales sont fournies dans le rapport de gestion des comptes consolidés de Nexter Systems.

- ♦ **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Conformément à l'article L 225-51-1 alinéa 2 du Code de Commerce et connaissance prise de l'article 12.2 des statuts, le Conseil d'Administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Direction Générale à compter du Conseil du 8 janvier 2021 et pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article L 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, vous trouverez en annexe 1 la liste des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par les mandataires sociaux durant l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Aucune convention n'a été conclue entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale.

En outre, conformément à l'article L 225-100 du Code de Commerce, nous vous informons qu'aucune délégation n'a été accordée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration de la société dans le domaine des augmentations de capital au cours de l'exercice 2022 :

- ♦ **Conventions réglementées des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce**

Après présentation de ce rapport du Conseil, il vous sera donné lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes, dont leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce. La liste récapitulative des conventions relevant de l'article L 225-38 du Code de Commerce a été transmise aux membres du Conseil et aux Commissaires aux Comptes.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous espérons que le présent rapport recevra votre agrément et que vous confirmerez cet accord en votant les résolutions proposées.

Le Conseil d'Administration

Annexe 1 : Société NEXTER SYSTEMS - Clôture Exercice 2022
TABLEAU DES MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Nom, Prénom	Mandat et/ou fonction détenu au Conseil	Date de nomination/renouvellement au Conseil	Autres fonctions et mandats sociaux	
			Société	Fonction ou mandat
HAUN Franck	Président du Conseil d'Administration Administrateur	Nomination – CA 08/01/2021 Nomination – AGM 08/01/2021	KNDS	CEO
CHAMUSSY Nicolas	Directeur Général Administrateur	Nomination – CA 23/03/2021 Nomination – AGO 23/03/2021		
MILLION Nicolas	Administrateur Directeur Financier	Renouvellement - AGO 30/03/2022 Nomination - CA 22/04/2016	NEXTER MUNITIONS CTAI NEXTER ROBOTICS MECAR SIMMEL DIFESA S.p.A OPTSYS NBC SYS NEXTER MECHANICS NEXTER SERVICES NEXTER TRAINING	Administrateur Représentant permanent de NEXTER SYSTEMS – Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Administrateur Administrateur Membre du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance Administrateur Président Membre du Conseil de surveillance
TOURRES Catherine	Directrice Juridique	Renouvellement - AGO 30/03/2022 Nomination - AGO 08/06/2017	NEXTER MECHANICS NEXTER MUNITIONS MECAR SIMMEL DIFESA S.p.A NEWCO 10	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Présidente
CHONE Céleste	Administrateur Responsable Plan Stratégique	Nomination - AGM 08/04/2020		
KETZEL Ralph	Administrateur	Nomination – AGM 08/01/2021	KMW	CEO
LECESTRE Aurore	Administrateur KNDS Integration Officer	Nomination – AGO 23/03/2021 Fin de mandat – 23/12/2022		

SGOLUPPI Laurence	Administrateur Responsable Paie, SIRH et Avantages Sociaux	Nomination – AGO 29/06/2021		
Nom, Prénom	Mandat et/ou fonction détenus au Conseil	Date de nomination/renouvellement au Conseil	Autres fonctions et mandats sociaux	
			Société	Fonction ou mandat
BALDUCCHI Philippe	Administrateur	Nomination – CA 19/10/2021	KNDS	Directeur Financier
ABADIE Jean-Luc	Administrateur représentants les salariés	Nomination lors des élections du 14/06/2016 Prise de fonction 1 ^{er} Conseil qui suit 14/09/2016 Réélu lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		
GOBERT Olivier	Administrateur représentants les salariés	Réélu lors des élections du 14/06/2016 Prise de fonction 1 ^{er} Conseil qui suit 14/09/2016 Réélu lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		
LEQUEUX Olivier	Administrateur représentants les salariés	Nomination lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		

ANNEXE 2 : TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
Société Nexter Systems – Exercice 2022

RUBRIQUES	31/12/2018 [12]	31/12/2019 [12]	31/12/2020 [12]	31/12/2021 [12]	31/12/2022 [12]
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	107 772 450	107 772 450	107 772 450	107 772 450	107 772 450
Nombre d'actions ordinaires existantes	7 184 830	7 184 830	7 184 830	7 184 830	7 184 830
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	588 906 584	758 836 848	743 750 579	815 720 345	1 091 977 583
Résultat d'exploitation	66 929 770	67 097 285	21 014 587	7 384 626	54 592 670
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	103 281 039	119 574 871	73 903 590	56 493 067	120 288 408
Participation des salariés	(1 966 629)	(5 369 271)	(1 561 125)	(1 839 799)	(9 450 939)
Impôt sur les bénéfices	(3 890 350)	(13 070 498)	(5 293 999)	(2 039 819)	(7 519 630)
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	94 269 139	84 275 856	26 033 789	15 795 467	51 026 316
Résultat distribué	54 173 618	53 311 439	45 982 912	29 817 045	37 361 116
RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts et participation, mais avant amortissements et provisions	13,56	14,08	9,33	7,32	14,38
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	13,12	11,73	3,62	2,20	7,10
Dividende attribué à chaque action	7,54	7,42	6,40	4,15	5,20
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 123	2 518	2 750	3 001	3 139
Montant de la masse salariale de l'exercice	123 970 507	144 684 896	158 605 924	176 391 803	184 704 611
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	59 414 648	68 186 813	72 197 435	80 777 902	83 694 699